

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-Argentine-paie-le-Club-de-Paris-C'est-le-signal-d-un-gouvernement-affaibli-Miguel-Bonasso>

L'Argentine paie le Club de Paris "C'est le signal d'un gouvernement affaibli" Miguel Bonasso.

- Argentine - Économie - Dette externe -
Date de mise en ligne : samedi 6 septembre 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'*establishment*, composé d'entreprises étrangères à 70 %, a bruyamment célébré l'annonce surprenante de la Présidente d'annuler la dette avec le Club de Paris.

Cette fois, cela va être difficile d'argumenter -comme c'est arrivé dans le cas du FMI- qu'il s'agit d'une décision "nationale et populaire".

C'est de toute évidence le signe qu'un gouvernement affaibli émet en direction du pouvoir réel, celui des redoutables « marchés », qui sont revenus avec le chiffon rouge du « risque pays », la fameuse « vulnérabilité externe » et le vieux mensonge des investissements étrangers qui viennent pour nous sauver (l'Exemple : Marsans-Aerolíneas, etc.).

C'est paradoxal qu'ait été choisi le "Jour de l'Industrie" pour annoncer le versement et, d'un coup, de 6.706 millions de dollars des réserves de la Banque Centrale, pour contenter ceux qui nous menacent de limiter nos crédits internationaux si nous ne « retournons pas au monde » (c'est-à-dire, aux années 90). Déjà en mars, l'ambassadeur de la France avait mis en garde qu'il n'y aurait pas de crédits pour le projet du TGV si l'on ne s'arrangeait pas avec le Club de Paris. Et l'arrangement passait par accepter le feu vert du FMI ou par « payer *cash* ». Plus clair...

Dans les moments les plus algides de la "guerre gaucha" [conflit avec l'agrobusiness], les porte-parole locaux du « retour au monde » ont commencé à affirmer qu'il fallait abandonner complètement l'actuel schéma de change en permettant la baisse du dollar, sachant expressément que cela signifie une augmentation du chômage. Après le « Cletazo », le gouvernement s'est permis d'arrêter de soutenir le dollar cher. C'était un signe de « bon sens », de retour à des mesures orthodoxes.

Avec l'argument relativement raisonnable qu'il fallait créer un matelas financier pour se mettre à l'abri de l'ouragan qui menace le monde, on a défendu avec bec et ongles l'intangibilité des réserves bien au chaud à la Banque Centrale. Qui peuvent partiellement être utilisées pour payer le Club de Paris, mais pas, par exemple, pour créer une banque du Développement industriel comme celle que nous avons proposé dans un projet législatif qui dort toujours chez les Députés depuis 2005.

Une formule qui a été utilisée avec bonheur par le Brésil avec leur BANDES, et qui maintenant viendrait en soutien des entrepreneurs argentins, dans des projets réduits et réservés. Une formule, elle oui « nationale et populaire » que le premier gouvernement de Perón a employé, pour que l'État s'emparât d'une part de l'excédent agricole et qu'il l'employât pour promouvoir l'industrie nationale.

Il ne faut pas lire dans ces lignes une critique obtuse aux authentiques investissements étrangers ou l'infantilisme de nier la corrélation entre des forces au niveau mondial. Il y a frustration et fatigue de voir que nous manquons d'un modèle de pays et que nos ressources propres ne sont pas employées en fonction d'un plan de développement, dans lequel l'investissement public (pas la dépense) doit jouer un rôle décisif. Comme c'est arrivé au Brésil, qui a poussé avec une grande force son développement industriel pour chercher récemment une place sur les marchés financiers internationaux. Une place qui ne soit pas seulement celle d'un simple subordonné.

Miguel Bonasso, est journaliste et député national argentin.

[Critica Digital](#). Argentine, le 2 septembre 2008.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi.